

The logo consists of the letters 'S' and 'P' in a stylized, bold, serif font, with the ampersand between them.

Bretagne, phare du nouveau monde

Élection régionale
Bretagne 2010
des 14 et 21 mars

NOS PROPOSITIONS **ECONOMIE**

bretagne.solidariteetprogres.org

Notre engagement : une économie physique au service de la création humaine

Il est d'abord essentiel de comprendre ce qui oppose **une économie physique au service de la création humaine**, pour laquelle nous combattons, et **l'économie monétaire basée sur le pillage financier, qui domine aujourd'hui le monde**. Notre combat en Bretagne vise à redonner priorité aux productions en vue du bien commun et des générations futures, en équipant l'homme et la nature, et non en les pillant ou en les abandonnant.

Economie monétaire

L'économie dominante est basée sur le contrôle de l'émission de monnaie par les établissements financiers (mégabanes et compagnies d'assurance). Or l'argent en lui-même n'a aucune valeur réelle. Livré à lui-même, il devient un **instrument de gain immédiat ou à court terme** qui se nourrit au détriment de ce qui est nécessaire à l'homme. La « globalisation financière » détruit ainsi le travail humain, l'équipement de l'homme et de la nature (santé publique, éducation, recherche...) et les fondements de l'économie, qui exigent tous des **investissements à long terme**. Le centre du système, qui est un véritable **Empire monétariste**, se trouve à la City de Londres et à Wall Street. Nous l'appelons « **Empire britannique** » car il opère depuis Londres comme une grande lessiveuse d'argent dans le monde, en bafouant les lois des Etats-nations et en produisant de l'argent avec de l'argent, sans irriguer le tissu productif. Contre les intérêts de tous les peuples, y compris le peuple britannique.

Ce système ne peut assurer aucun avenir ; il promet donc ouvertement **une politique de dépopulation** sous différents prétextes fallacieux (limites soi-disant objectives à la croissance, réchauffement climatique...) et promeut le pessimisme culturel. Jean de Maillard, auteur de *L'Arnaque*, le définit comme « un ver coquin, ce parasite qui se nourrit du cerveau des bovidés et meurt avec son hôte. Le système financier sera emporté avec l'ensemble de l'économie... A moins qu'il ne trouve une autre manière de s'alimenter, par exemple un conflit mondial, comme cela s'est produit après la crise de 1929 ».

Nous sommes bien face à ce danger, et une orientation politique opposée est indispensable pour éviter d'entrer

dans une période de destruction humaine comme à la fin de l'Empire romain. Notre campagne régionale se situe dans ce contexte, pour faire face et montrer par un projet comment, en mobilisant les capacités créatrices des êtres humains et de leur travail productif, on peut retrouver l'optimisme culturel d'un monde meilleur et plus juste.

Economie physique

L'argent doit redevenir un instrument de développement économique et humain. Or la définition d'un être humain est sa capacité de transformer et d'améliorer son environnement au profit du plus grand nombre et des générations futures. Il le fait en découvrant comment l'univers marche, en trouvant des principes physiques universels et en les appliquant sous forme de technologies de plus en plus productives par tête et par unité de surface. Il accroît ainsi sa capacité de peupler davantage l'univers par des femmes et des hommes qui en connaissent de mieux en mieux les lois et les appliquent : c'est ce que l'on appelle l'emploi qualifié. C'est cette qualification croissante qui a marqué toute l'histoire du développement humain.

Ici il faut comprendre l'idée de densité. Elle signifie plus de substance (matière pesante) ou d'activité (intensité de courant par unité de surface) et donc plus de travail utile. Ce « progrès » exige davantage de « solidarité » entre les participants, sans quoi l'on ne peut avancer ensemble.

La société humaine, dans son histoire, s'est caractérisée par l'association de quatre types de densité :

- **Densité mentale**, c'est-à-dire la capacité d'engendrer des idées sur le monde, applicables pour le bien commun, dans une période de temps de plus en plus brève. De ces idées, qui doivent être validées par l'expérience, sortent des techniques d'action applicables par l'homme et sur la nature.
- **Densité de technologies** : il s'agit du recours à des techniques permettant d'accroître la production par être humain et unité de surface, reflet du travail mental.
- **Densité de flux d'énergie** : il s'agit de la production d'énergies aux flux de plus en plus denses (plus d'énergie libre par rapport à l'énergie fournie au système), qui sont

nécessaires à la mise en place des technologies nouvelles. Le nucléaire est une étape nécessaire de ce flux de création continu dont dépend l'avenir humain, en particulier celui des plus démunis.

- **Densité démographique** : grâce à la combinaison de l'accroissement de ces trois formes associées de densité, l'homme devient capable d'accroître sa capacité de peuplement et de servir les générations futures. Il s'agit ici du potentiel de densité démographique relatif, obtenu grâce à la densité de travail mental, de mise en place de nouvelles technologies et formes d'énergie.

C'est en ce sens, en fonction de ce processus vital, que notre liste s'appelle « *Bretagne, phare du nouveau monde* ». **On n'investit pas par rapport à ce que l'on possède, mais par rapport à un projet pour l'avenir, par rapport à un horizon, d'où notre image du phare.**

Ce qu'il faut faire

Aujourd'hui, l'argent doit être remis au service de ce projet en **arrétant le pillage financier qui empêche son développement**. Nous proposons donc que l'émission de monnaie soit arrachée aux pilleurs et remise entre les mains d'une véritable banque nationale représentant l'Etat des citoyens. **Le système ne doit plus être monétariste, c'est-à-dire fondé sur l'argent en soi entre les mains d'intérêts privés, mais sur le crédit productif public, représentant l'intérêt général.** La création monétaire devient alors non pas une chose en soi, mais un crédit pour l'avenir, dont la création doit être exclusivement réservée à une banque nationale qui crée de la monnaie en prêtant à des banques privées ou publiques qui reprêteront à leur tour. **C'est de la banque nationale et d'elle seule que doit dépendre le rythme d'expansion des crédits aux acteurs économiques, donc de la masse monétaire en circulation.**

Aujourd'hui en Europe, comme aux Etats-Unis ou ailleurs, il n'y a plus de banque nationale, mais des banques centrales, des banques de banquiers comme la Banque centrale européenne (BCE), qui se sont faites les serviteurs de l'ordre financier monétariste, c'est-à-dire de l'Empire de la City et de Wall Street. C'est cela qu'il faut changer, pour avoir des associations de banques nationales qui, à l'échelle des Etats, accordent pour le bien commun, c'est-à-dire l'équipement de l'homme et de la nature, des crédits à long terme et à très faible taux d'intérêt.

Concrètement, aujourd'hui les banques centrales, la BCE comme la Réserve fédérale américaine, renflouent les établissements financiers en leur fournissant de l'argent à très bas taux d'intérêt. Ces établissements jouent avec des effets

de levier¹ sur les marchés financiers ou les monnaies, gagnant, sans rien produire ni équiper, la différence entre les taux de hausse sur les marchés qu'elles gonflent artificiellement (or, actions, matières premières...) et le bas taux d'intérêt auquel les banques centrales complaisantes leur ont prêté. Ainsi se met en place un système de crédit monétariste reposant sur le jeu, et donc comme toujours au jeu, incorporant la fraude comme si c'était un acte de gestion. Au bout de ce système, dans lequel s'accumulent des dettes qui jamais ne pourront être remboursées, se créent les conditions d'une hyperinflation qui ruintera tous les détenteurs de revenus fixes (salaires, retraites, épargne populaire, etc.) et permettra aux endettés de ne pas rembourser la valeur réelle de ce qu'ils avaient emprunté.

Le mécontentement, la colère puis la rage des victimes, s'ils ne sont pas organisés par un projet, mèneront alors à la guerre de tous contre tous et au chaos économique et social.

La seule manière d'échapper à cette désintégration est de créer une banque nationale **qui prête à long terme et faible taux d'intérêt pour de grands projets physiques, réels, et non pour alimenter les fraudeurs financiers.**

Cela suppose aussi qu'on mette **en banqueroute organisée ces fraudeurs** pour dégager le terrain, et qu'on sépare (cela a été établi sous Roosevelt aux Etats-Unis sous le nom de *loi Glass-Steagall*) **les banques de dépôt, gérant les dépôts des épargnants et prêtant à l'économie, des banques d'affaires, spéculant sur les marchés si elles le veulent mais avec leurs propres capitaux ou ceux de joueurs leur confiant leur argent pour jouer en toute connaissance de cause !** L'économiste et homme d'Etat américain Lyndon LaRouche, ainsi que notre Prix Nobel d'économie Maurice Allais, se battent pour que l'on s'engage enfin dans cette voie.

Sommes-nous loin, loin de la Bretagne ? Non, car d'une part c'est seulement ce changement d'orientation politique à un niveau national, européen et international qui pourra dégager les ressources financières au développement de notre région. Et en même temps, c'est au niveau de la région, avec des succursales de la banque nationale s'appuyant sur les succursales de banques de dépôt, notamment sur celles du Crédit agricole, du Crédit mutuel et du Crédit coopératif, qu'on pourra organiser un développement et s'en donner les moyens.

Il n'y pas d'issue dans une dépendance vis-à-vis de la France, de l'Europe et du monde, mais pas davantage en se rétractant au niveau en soi de la région. **La Bretagne n'est pas une île, elle doit être un phare qui éclaire l'horizon et définit les moyens d'y parvenir à tous les niveaux, en reprenant son rôle d'inspiratrice.**

[1] Un effet de levier consiste à parier 10 unités sur un produit sous-jacent de 100, c'est-à-dire à jouer 10 fois sa mise grâce à des produits financiers dérivés. Ces produits constituent un pari sur la marge de hausse ou de baisse du prix de quelque chose à une échéance future. On peut jouer sur tout, actions, obligations, matières premières, prix de l'électricité, etc. Aujourd'hui, avec l'argent que les Etats leur ont donné ou avancé, les grands établissements financiers ont manipulé les marchés et produit une hausse artificielle de tous les biens objets de ces paris monétaires. Comme ils ont joué sur les marges de hausse, ils ont gagné bien plus que les pourcentages de hausse eux-mêmes. De plus, les joueurs financiers jouent de plus en plus en intraday (au jour le jour) et même en flash trades (sur quelques minutes ou même secondes) sur des marchés de plus en plus opaques (les plateformes alternatives, ou dark pools), entre initiés. Et c'est notre argent, celui des contribuables ou dont on prive les citoyens, qui se joue ainsi avec la complicité agissante des Etats et de leurs banques centrales. C'est ce jeu destructeur et criminel qu'il faut arrêter. Le pillage de notre argent doit cesser et l'Etat doit organiser le crédit à l'économie à long terme, pour équiper l'homme et la nature en fonction d'un projet. Le système actuel est condamné, car sa logique est celle d'un pillage sans limites, mais nous ne devons pas tomber avec lui. C'est pour éviter cette chute absurde, comme ce fut le cas en 1929 et après la faillite des banques lombardes au XIV^e siècle, que nous nous battons pour notre projet.